

TOUTE PERSONNE QUI

veut être certaine de trouver un numéro d'«EXCELSIOR» dimanche prochain et les jours suivants fera bien de le retenir, dès aujourd'hui, à son marchand de journaux.

EN PAGE 2 : COMMENT REMÉDIER A LA CRISE DU CHARBON

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 2.967. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

20, rue d'Enghien, Paris. — Téléphone : Gut. : 02.73 — 02.75 — 13.00.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Adresse télégr. : Excel-Paris.

TOUTE PERSONNE QUI

VENDREDI
 3
 JANVIER
 1919

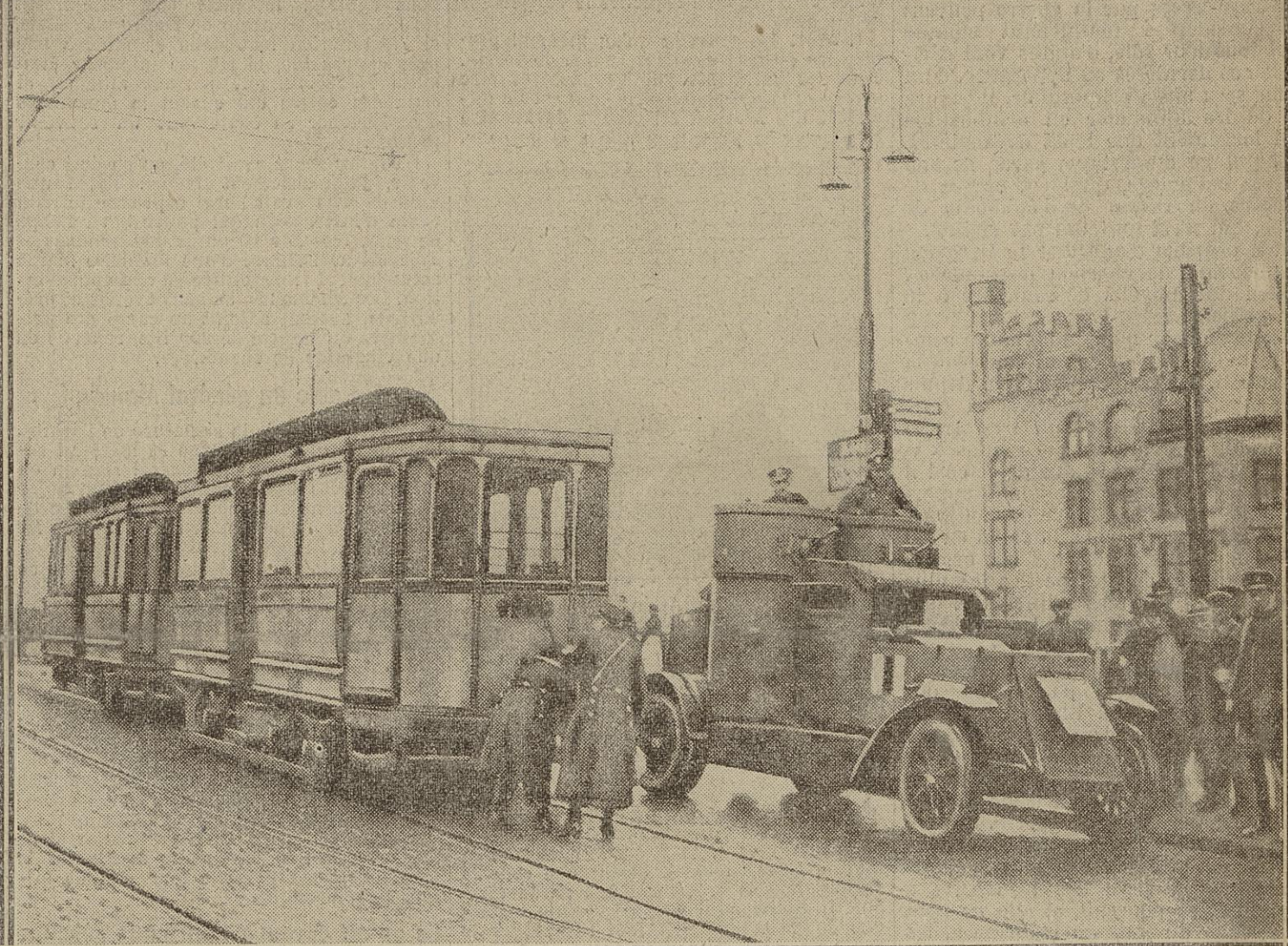
n'a jamais pris part à un concours dans la crainte de perdre son temps sera forcément intéressée par celui d'«EXCELSIOR».

CURIEUX ASPECTS DE COLOGNE OCCUPEE PAR LES TROUPES BRITANNIQUES



MITRAILLEUSE ANGLAISE BRAQUÉE A L'ENTRÉE DU PONT DU RHIN

En juillet dernier, les Allemands pensaient encore entrer à Paris, et voici un pont de Cologne gardé par des mitrailleurs anglais. C'est à rêver. L'air détaché des badauds est aussi surprenant. C'est qu'en territoire occupé les habitants ont compris la mission pacificatrice des Alliés, au point que leurs munici-



AUTO-MITRAILLEUSE ANGLAISE PASSANT DANS UNE RUE DE LA BANLIEUE

palités, par peur de la menace bolcheviste, demandèrent parfois aux armées victorieuses de hâter leur venue. Un autre tableau suggestif est représenté par l'auto-mitrailleuse qui croise, dans la banlieue de Cologne, un tramway que la wattwoman et la receveuse s'efforcent de tirer d'une fâcheuse panne.

LE MARECHAL HINDENBURG REGARDE PASSER SES TROUPES VAINCUES



LES SOLDATS REVENANT DU FRONT OCCIDENTAL APRES L'ARMISTICE TRAVERSENT WILHELMSHÖHE DEVANT HINDENBURG, QUI Y TIENT SON QUARTIER GÉNÉRAL

Hindenburg, qui, si longtemps, fut vainqueur et n'a pas fui, reste l'idole d'une bonne partie de la population allemande. Il a établi son quartier général à Wilhelmsöhe, où fut interné Napoléon III après Sedan. C'est là qu'a été prise la photographie ci-dessus. Des troupes revenant du front passaient devant

le château. Elles défilèrent devant le maréchal. Quelles pensées durent assaillir le chef heureux des offensives du front oriental en regardant les débris de l'armée allemande... L'«interimstab» des maréchaux prussiens à la main, il se raidit. L'attitude de son état-major semble mieux s'adapter à la situation.

UNE SUGGESTION PRATIQUE

LA CRISE DU CHARBON PEUT ÊTRE ATTÉNUÉE

Une partie des wagons que vont nous livrer les Allemands devraient nous parvenir remplis de combustible tiré des mines de Westphalie.

La crise du charbon est, parmi celles qu'a fait naître la guerre, une des plus importantes, la longueur des hostilités n'ayant contribué qu'à aggraver la situation. La solution du problème reste à l'heure actuelle très délicate, car, si les industries créées par la guerre peuvent être considérées maintenant comme ayant joué leur rôle, d'autres vont dériver de ces dernières ou apparaître, dont l'utilité sera aussi primordiale. Il y aura lieu de les alimenter en combustible aussi largement que leurs devancières. Le chauffage domestique garde de son côté ses exigences, qu'il est urgent de satisfaire en raison de l'épidémie de grippe, qui n'est toujours pas éteinte.

Est-il possible d'effectuer la livraison des quantités de charbon demandées ? Y a-t-il des moyens de remédier à la crise présente ?

Disons de suite que le maximum semblable avoir été fait en ce qui concerne la production. Le gouvernement a, depuis longtemps, pris en considération cette question principale, et un très grand nombre de mineurs ont été rendus à la mine. Il ne semble pas que de ce côté il y ait beaucoup d'améliorations à apporter, car si la production n'a pas toujours atteint le taux désirable, la faute en est surtout aux Allemands, qui ont occupé pendant quatre ans les parties les plus riches de nos contrées minières et qui, forcés de les abandonner, les ont détériorées pour de longs mois.

Il est évident que le manque de charbon provient de l'insuffisance des moyens de transport. En même temps que les convois étaient accaparés par l'autorité militaire pour des besoins impérieux, le matériel se détériorait de plus en plus par suite du trafic intense occasionné par l'état de guerre. Malgré les efforts faits de tous côtés, malgré l'arrivée de locomotives et de wagons américains, la crise des transports a continué et se poursuit, et elle ne peut être résolue du jour au lendemain, les réparations ou les remplacements ne s'effectuant que lentement, même avec une main-d'œuvre renforcée. C'est pour toutes ces raisons que les approvisionnements en charbon n'ont pu être effectués en temps voulu et qu'actuellement encore il est difficile d'assurer aux intéressés les quantités de combustible qu'ils réclament.

Paris, comme les autres villes, souffre de la pénurie de combustible. Ses édiles, puis les conseillers généraux de la Seine, se sont inquiétés de cette situation. Les pouvoirs publics ont promis de chercher à augmenter les stocks de charbon. Malheureusement, pour satisfaire tous les désirs légitimes des industriels et des habitants, il faudrait que, en quelques instants, les convois qui servent à ravitailler nos armées et les régions libérées redeviennent libres. Il n'y faut pas songer.

Il existe cependant un moyen d'apporter une amélioration à cette crise. Les Allemands se sont engagés à nous livrer 5.000 locomotives et 150.000 wagons.

Jusqu'ici 200 locomotives et 2.800 wagons seulement nous ont été remis. La livraison doit être accélérée ce mois-ci, assure-t-on. En dédommagement des déprédations commises par les Allemands dans les mines du Nord de la France, il y aurait lieu d'exiger de leur gouvernement la cession d'une masse de charbon équivalente à celle dont ils nous ont privés.

Les soldats de l'Entente ont, pour ainsi dire, le contrôle d'une grande partie du bassin de la Ruhr. Ils peuvent occuper la zone neutre de 40 kilomètres prévue sur la rive droite du Rhin. Il serait ainsi facile de se procurer du charbon de Westphalie sans que l'Allemagne pût d'ailleurs prétendre qu'on la dépouille.

Le bassin de la Ruhr, en effet, produit tous les ans 140.000.000 de tonnes de houille. Le Syndicat des mines westphaliennes exportait, avant les hostilités, 23.000.000 de tonnes de charbon, dont 5.000.000 en France. Ce précédent exclut toute hésitation de notre part. Pour transporter le combustible, il suffirait de faire passer par la Westphalie les trains destinés à être remis aux Alliés et non utilisés pour le rapatriement des prisonniers.

Là, les wagons seraient chargés de charbon. On ne peut prétexter pour refuser cette solution que les voitures destinées au transport de ce produit sont de forme spéciale, et que celles livrées par nos ennemis pourraient être rebut. Dans ce cas, il serait facile de s'être passé de cet effet. Un tel accord, s'il était passé avec les Allemands, ne mettrait certainement pas fin à la crise du charbon. Cependant, il agirait sérieusement pour l'améliorer.

MORT DE M. DARCY

victime des bolchevicks

Un télégramme de Moscou, via Stockholm, a apporté, hier, la nouvelle que M. Pierre Darcy, président de la chambre de commerce française de Pétersbourg, est mort le 23 décembre à Moscou.

Il a succombé aux rigueurs du régime des géôles bolchevicks, dans lesquelles il fut enfermé pendant plusieurs mois. Depuis la guerre, et durant les heures les plus sombres du régime bolchevique, M. Darcy avait rendu de grands services. M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, en portant cette triste nouvelle à la connaissance du père du défunt, M. Henry Darcy, y a joint les condoléances du gouvernement, en reconnaissance de tant d'efforts heureusement consacrés au bien public et à l'intérêt national.

Le président de la République a fait porter à la famille le témoignage de sa sympathie.

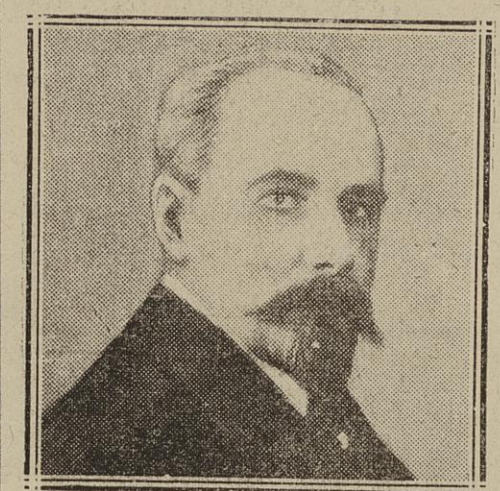
LE COMLOT DE MUNICH

LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE MONDIALE

Le président du Conseil bavarois Kurt Eisner a prévenu les Wittelsbach qu'il publierait les preuves de la culpabilité de la dynastie détrônée.

BALE, 2 janvier. — On mande de Munich : Le conseil provisoire de Bavière a discuté, dans sa séance du 30 décembre, une interpellation au gouvernement au sujet des responsabilités de la guerre mondiale. Les ministres Auer et Thinn ont été mêlés et à propos desquelles le rapporteur donna des détails.

Il avait été convenu qu'au moment propice les cloches devaient sonner le tocsin. Tous les bâtiments publics devaient être occupés ; la garde de marins qui est au ministère des Affaires étrangères devait être attaquée à la mitrailleuse et à la grenade.



M. AUER

On devait aussitôt constituer une soi-disant garde civique dont le prince Ernest de Saxe-Meiningen était prêt à prendre le commandement. Plusieurs officiers supérieurs étaient gagnés à la conspiration. Le rapporteur ne mit pas en doute les convictions révolutionnaires de M. Auer, mais il déclara que le ministre qui pouvait plus aisément induire en erreur n'était plus digne de rester au gouvernement.

Le président du Conseil, Kurt Eisner, répondit par une déclaration faite au nom de tout le gouvernement, disant que celui-ci s'opposait à la création d'une garde civique. Il ajouta qu'il était désormais certain que de nombreux éléments essayaient de reprendre leur influence perdue en déchaînant une nouvelle guerre civile.

Je préviens, dit-il, les membres de l'ancienne dynastie des Wittelsbach, qui, grâce à la longanimité du gouvernement révolutionnaire, peuvent vivre tranquillement dans le pays, de ne pas se laisser aller à des tentatives de ce genre. Il est faux que les ministres des Wittelsbach soient aussi innocents de la déclaration de guerre et de la défaite de l'Allemagne qu'on le prétend dans certains milieux intéressés ; personne n'était plus ambitieux que l'ancien roi de Bavière.

Kurt Eisner, signalant qu'on essayait de créer un courant en faveur du kaiserling Ruppert, dit encore qu'il serait regrettable qu'on l'obligeât à publier les preuves de la culpabilité de la dynastie détrônée, preuves qui seraient telles qu'elles déchaîneraient la colère des masses et mettraient en danger la vie du susdit membre de cette dynastie.

Le président du Conseil a mis aussi le parti du centre en garde contre les essais de détruire l'œuvre de la Révolution, et il a annoncé un projet de loi créant une cour de justice nationale de douze membres chargée d'enquêter sur les menées anti-révolutionnaires et les mesures contre toute attaque et tout essai de terreur, de quelque côté qu'ils se produisent.

Découverte de nouveaux documents mettant en cause le kaiser

Londres, 2 janvier. — Le correspondant du Times à La Haye annonce que M. Kautsky et ses collaborateurs ont découvert, dans les archives de l'office allemand des Affaires étrangères, deux sources intéressantes de renseignements.

L'une est la correspondance de Guillaume II avec son frère, le prince Henri. L'autre est un protocole établissant, paraît-il, que le comte Berchtold et le comte Sturgk conduisaient tous les deux la politique de l'Autriche-Hongrie au moment où l'ultimatum fut envoyé à la Serbie.

La Seine remonte

La pluie a fait remonter la Seine. Hier, au pont de la Tournelle, 3 m. 55 au lieu de 3 m. 25 avant-hier.

DERNIÈRE ÉTAPE AVANT LA DÉLIVRANCE

UNE VISITE AU CAMP DE DARMSTADT CENTRE DE RAPATRIEMENT DES PRISONNIERS

C'est là que les premiers soins sont donnés par nos soldats à leurs camarades qui viennent de quitter les géôles ennemies. Déjà 7.000 prisonniers alliés y ont été recensés.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

MAYENCE, 1^{er} janvier. — Aux missions officielles neutres chargées de l'inspection des prisonniers de guerre, les Allemands, bons apôtres, faisaient complaisamment les honneurs du camp de Darmstadt. Mais, si l'installation matérielle en était à peu près convenable, le régime intérieur était assez rigoureux que partout ailleurs, et ceux des nôtres qui eurent la malchance d'y séjourner en conservent un souvenir pénible.

L'emplacement avait été, on en doit convenir, judicieusement choisi. Toute une ville de bois avait surgi à proximité d'un camp d'instruction qui pouvait, en temps de paix, recevoir 10 ou 12.000 hommes et s'élevait en bordure d'une immense plaine actuellement transformée en champ d'aviation. Les Allemands, en gens avisés et éduqués, avaient adjoint au camp des prisonniers un lazaret de 900 lits, répartis en une vingtaine de chambres.

Un acte du général Mangin

Au lendemain de la signature de l'armistice, matériel de couchage et matériel sanitaire disparurent : le général Mangin en exigea la restitution immédiate, et un major allemand orné d'un nombre respectable de galons vint, en personne, replacer dans les vitrines l'outillage chirurgical.

Aucun détail n'avait été négligé dans ce camp modèle : les salles de douches voisinaient avec les locaux disciplinaires. Les cellules en étaient incommodes, mais, pour sauver la face, chacune avait son poêle. Reste à savoir si le général y faisait du feu. La renommée de ce camp de Darmstadt était si bien établie que, l'autre jour, 300 prisonniers allemands du train qui les ramenait dans nos lignes afin de ne pas faire — ou refaire — sa connaissance. D'ailleurs, un détail justifie cette réputation : les Allemands se sont empressés de faire évacuer les hommes qui s'y trouvaient encore lors de l'armistice et de les envoyer très loin, pour dissimuler le plus longtemps possible leur état de misère physiologique.

Ce qu'est devenue l'ancienne géhenne

Mais c'est là le passé : aujourd'hui Darmstadt n'est plus un camp de concentration ; c'est un camp d'évacuation. Depuis le 24 décembre, un bataillon d'infanterie en a pris possession, et il convient d'avouer que des réformes heureuses ont été réalisées. L'ancienne géhenne est devenue un camp confortable. 7.000 soldats alliés, rentrant d'Allemagne viennent d'y passer ou s'y trouvent en instance de départ.

Au colonel qui l'interrogeait paternellement en notre présence un prisonnier italien répondait, en levant bêtement les yeux au ciel : « C'est trop ! Pas de transition : du pain, de la viande, du vin, et pas de matraque ! C'est trop ! »

Le menu de ce jour, recopié à la cuisine, est, en effet, fort engageant : *croûte au pot, pot de bœuf, haricots bretons, œuf moka*. Du café ! du vrai café ! des malheureux qui, depuis des mois et des mois, sont condamnés à déglutir un ersatz d'orge grillée et à se nourrir d'insipides soupes à la betterave et de ragouts infâmes, où la viande est remplacée par le nauséux rutabaga ! Quelles délices !

Lorsque les trains venant de Darmstadt ont été refoulés sur une voie spéciale, les nouveaux venus viennent se ranger devant des poteaux indicateurs facilitant leur groupement par région d'origine. On les conduit aussitôt à la douche. Pendant ce temps, linge et vêtements sont passés à l'écluse. Sage précaution sur l'utilité de laquelle il n'est pas nécessaire d'insister. Ensuite, visite sanitaire. C'est seulement après avoir satisfait à ces diverses obligations que chaque homme est admis définitivement au lazaret, c'est-à-dire dans le centre de rapatriement proprement dit, où leur séjour ne se prolonge guère au delà de trois ou quatre jours.

On doublera le nombre des convois

Depuis le 26 décembre, 4.500 hommes environ en sont déjà repartis, et l'on espère doubler prochainement le nombre des convois quotidiens. D'autres améliorations sont en cours.

d'exécution, et le général Mangin, qui est venu inspecter le camp hier, ne marchanderait ni le matériel ni le personnel indispensables à cet effet.

Malades et déprimés sont immédiatement dirigés sur le lazaret pour y prendre du repos ou recevoir les soins nécessaires. Dans les cas graves, l'évacuation se fait sans délai par trains sanitaires. Il serait téméraire d'établir des statistiques, car la proportion des malades varie suivant la provenance des camps de prisonniers. Aujourd'hui elle est de 3/10, mais elle atteint parfois jusqu'à 10/10, de l'effectif. Les Italiens surtout ont été éprouvés, notamment par la gale ou les ulcérations consécutives aux travaux pénibles. Certains camps de Silésie jouissent d'une sinistre réputation et sont devenus de vastes nécropoles où les tombes se comptent par dizaines de mille.

Le colonel du 42^e et le médecin-major, qui font aimablement, nous ont fait les honneurs du camp, reconnaissent que nos énergiques protestations ont donné des résultats. Les hommes leur arrivent maintenant en meilleure condition et reçoivent des vivres suffisants pour effectuer ce voyage de retour, qui souvent représente cinq et même six jours.

Ultime perdition

Mais, perdus jusqu'au bout, les géôliers se livrent à des tentatives de démoralisation : c'est ainsi que, lors du passage des derniers convois en gare de Francfort, les rapatriés ont été prévenus qu'aux avant-postes les trains étaient reçus à coups de fusil et de mitrailleuse, et qu'il leur fallait souvent faire demi-tour, car la France était en pleine révolution, le gouvernement en fuite, et le président Poincaré disparu. Par malheur, tous ces beaux discours n'ont pas grand effet : nos chers enfants ont depuis longtemps appris à connaître les Allemands. Ils savent le cas qu'il convient de faire de leur parole, et l'accueil qu'ils reçoivent au camp de Darmstadt les rassure pleinement. Ce n'est pas encore la France, mais c'est la fin des souffrances atroces, la libération géographique, le retour au foyer, auprès de ceux jeunes et vieux, dont ils sont séparés depuis des années. Cette douce et reconfortante pensée se lit dans tous les yeux et illumine tous les visages.

H. DUMONT.

La question russe

devant le Congrès de la paix

Elle sera traitée aux premières séances de la conférence

Londres, 2 janvier. — Le correspondant parlementaire du Daily Mail écrit :

Les affaires de Russie préoccupent grandement le Foreign Office.

Il a été arrêté que la question russe serait une des toutes premières discutées à la Conférence internationale de la paix. L'opposition répugnante dans tous les pays alliés à une intervention armée sous la forme d'un corps expéditionnaire est très forte ; le gouvernement britannique a lui-même décidé qu'une telle méthode était impossible, préférant encourager par tous les moyens en son pouvoir la reconstitution d'une forme stable de gouvernement en Russie même.

Cependant, à l'heure actuelle, on ne sait pas de quelle manière cela peut se faire, car les seuls éléments sur lesquels on peut compter sont les forces véritablement russes du Sud et de la Sibirie. Mais les chefs n'en sont pas disposés à entreprendre des expéditions contre les bolchevicks à l'intérieur du pays.

On ravitaillera en munitions de guerre ces armées, ainsi que les forces des États Frontières de Pologne et de Finlande, où le bolchevisme se montre agressif, et on envoie des instructeurs aux armées de ces États.

De grandes cargaisons de vivres ont récemment été expédiées pour secourir la population de la Russie septentrionale dans les districts placés sous le contrôle des Alliés. La question d'un nouveau ravitaillage en vivres pour l'intérieur a été étudiée, mais il ne serait efficace que si les Alliés, et non les bolchevicks, pouvaient régler la distribution.

Il n'est pas probable qu'on retire les forces alliées qui sont sur la côte russe.

A L'INSTRUCTION

ARRESTATION du capitaine Ladoux

L'officier est inculpé d'avoir fait disparaître un document sur l'affaire Charles Humbert.

L'INCULPÉ EST ÉCROUÉ A LA SANTÉ

Après une confrontation orageuse entre le colonel Guédel, ancien chef de 2^e bureau chargé du contre-espionnage, et le capitaine Ladoux, ce dernier a été mis sous mandat de dépôt, hier matin, par le lieutenant Jousset.

Le motif de l'arrestation est la disparition d'un document pouvant mettre en cause un des inculpés dans l'affaire Humbert.

Indépendamment de cette nouvelle inculpation de détournement de document, le capitaine Ladoux était déjà accusé d'escroquerie et d'extorsion (plainte Lenoir) et de



LE CAPITAIN LADOUX

complicité de commerce avec l'ennemi dans l'affaire Humbert-Lenoir-Desouches.

Le capitaine Ladoux a été écroué à la Santé. Dans l'après-midi, M. Prioleu, commissaire de police du camp retranché de Paris, a procédé à une perquisition au domicile du capitaine Ladoux, 34, rue Bayen.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Préjudice esthétique

Mlle Yvonne d'Osay, la charmante artiste du Vaudeville, plaidera, hier, devant la cinquième chambre. Procès de théâtre ? Non ; procès de chemin de fer... Un jour, revenant de Biarritz à Paris, Mlle d'Osay se trouva dans son compartiment en compagnie d'un voyageur possesseur d'un chien. A un certain moment, l'animal furieux — et non muselé — sauta à la figure de Mlle d'Osay, qu'il mordit cruellement. Mlle d'Osay en conserva une légère cicatrice à la joue supérieure.

Après plaidoiries de M^{rs} Henri Darmon et Pierre Laval, le tribunal a ordonné 5.000 francs de dommages-intérêts en réparation du préjudice esthétique causé, à Mlle d'Osay.

L'affaire Tocque et Cie

L'affaire des rédacteurs de la boîte Gazette des Ardennes est entrée dans une phase active.

On sait que le dossier a été transmis au parquet du quatrième conseil de guerre. Le capitaine Salangon a interrogé, hier, à la suite de leur arrestation à Laon et de leur transfert à Paris, les nommés Baq, trente ans, boulanger, et Bourain, vingt-neuf ans, chemicier.

A l'heure actuelle sont écroués, également, les sieurs Tocque, Thomas, le photographe Pierre Marquet et Mlle Gabrielle Vernon. Odette Lapère et Angèle Duprez, femme Herpson. Tous sont inculpés d'intelligences avec l'ennemi et complicité.

La santé de Turmel

Nous avons annoncé que Turmel était malade. Le docteur Socquet, commis par le capitaine Mangin-Rocquet, a remis, hier, son rapport. M. Turmel est atteint d'un néphrite et d'hématurie, et son état est assez grave.

L'Angleterre expulse les indésirables

Londres, 2 janvier. — Le premier bateau portant des étrangers des nationalités ennemies a quitté Hail. Un certain nombre d'Allemands bien connus, qui étaient dans les camps d'internement, se trouvaient parmi eux. Les autorités militaires et navales ont exercé une très stricte surveillance, afin d'empêcher toute tentative d'évasion.

LA VIE A PARIS

IL Y A PÉNURIE de logements

Dans le département de la Seine, 1.650.000 habitants vivaient en 1911 dans des locaux insuffisants.

LES POUVOIRS PUBLICS DOIVENT INTERVENIR

Il y a à Paris — et au surplus dans quel que grands centres — une crise aiguë du logement qui nécessite une prompte solution pour des raisons d'ordre public et social.

M. Henri Sellier, conseiller municipal, qui prépare un rapport sur cette question, ne dissimule pas que la pénurie du petit logement est particulièrement grave et menace de s'aggraver encore par suite de la démobilisation.

L'encombrement des petits locaux, nous dit-il, date d'avant la guerre. Il s'est singulièrement aggravé pendant celle-ci, par suite de l'arrivée de nombreux réfugiés. Que sera-ce, demain, lorsque les soldats réintégreront leurs foyers ? Déjà, en 1911, il y avait à Paris 432 habitants sur 1.000 qui étaient mal logés. A priori, ceux de la banlieue semblaient plus favorisés ; mais la statistique que j'ai sous les yeux démontre que 456 pour 1.000 étaient dans une situation également précaire. Au total, dans le département de la Seine, 1.650.000 habitants vivaient, en 1911, dans des locaux insuffisants.

« A cette époque, pour donner une solution au problème, qui intéresse tout d'abord l'hygiène individuelle et collective, il aurait fallu construire plus de 300.000 logements dans le département de la Seine. L'initiative privée est en l'espèce désarmée. Il faut donc souhaiter une rapide intervention publique, qui se manifestera par la création et l'action d'un « service public du logement ».

« Le même problème s'est posé en Allemagne, en Angleterre, etc. C'est seulement chez nous que rien n'a été fait. En Angleterre, la Chambre des Communes a voté un crédit de 3 milliards pour la création de 300.000 logements dans un délai de dix-huit mois, à dater de ce jour. Ce sont les communes qui sont appelées à construire : l'Etat prendra à sa charge la différence entre les prix d'avant-guerre et le prix de revient actuel.

« La Ville de Paris, avant la guerre, avait un projet tendant à la construction de 20.000 logements. Le département de la Seine a acquis deux millions de mètres carrés de terrain pour y faire des cités-jardins avec environ 6.000 logements. La réalisation de ces projets se heurte maintenant à des difficultés financières qui ne peuvent être résolues qu'avec le concours de l'Etat.

« En attendant, le Conseil général a envisagé la possibilité d'utiliser les baraquements provisoires que laissent les Américains, et le préfet de la Seine doit réunir avant la fin du mois une commission chargée d'examiner la question. » — R. V.

La France va envoyer un ambassadeur à Bruxelles

Nous croyons savoir que l'un des principaux fonctionnaires du Quai d'Orsay serait prochainement nommé au poste nouveau d'ambassadeur qui vient d'être créé à Bruxelles, au lieu de l'ancienne légation.

Les russes financiers de l'ennemi

AMSTERDAM, 2 janvier. — (Dépêche par Havre.) Nous apprenons qu'un certain nombre de banques allemandes et autrichiennes s'adressent, en ce moment, aux établissements financiers de Hollande, soit pour vendre les valeurs étrangères qu'elles ont en portefeuille, pour leur compte ou pour celui de leur clientèle, soit, même, pour hypothéquer des mines, des chemins de fer et d'autres établissements industriels ou propriétés. Si ces efforts pour faire évaluer les capitaux ennemis étaient couronnés de succès, le gage des Alliés en Allemagne et en Autriche se trouverait compromis. Ces manœuvres de soustraction financière sont d'ailleurs prévues et interdites par les clauses de l'armistice. Informé de ces tentatives, le ministre de France à La Haye a attiré, sur ce point, toute l'attention du gouvernement des Pays-Bas, afin qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

Pour la suppression de la taxe de luxe

M. Charles Leboucq, député de la Seine, a déposé une nouvelle proposition de loi tendant à supprimer la taxe de luxe instituée par les lois du 31 décembre 1917 et du 24 mars 1918, et à la remplacer par une « taxe nationale » portant sur les recettes commerciales, industrielles et agricoles, à l'exclusion de celles se rapportant à la fabrication et à la vente du pain.

Le taux de cette taxe serait de 0,50 0/0 sur chaque recette.

DANS LA LÉGION D'HONNEUR

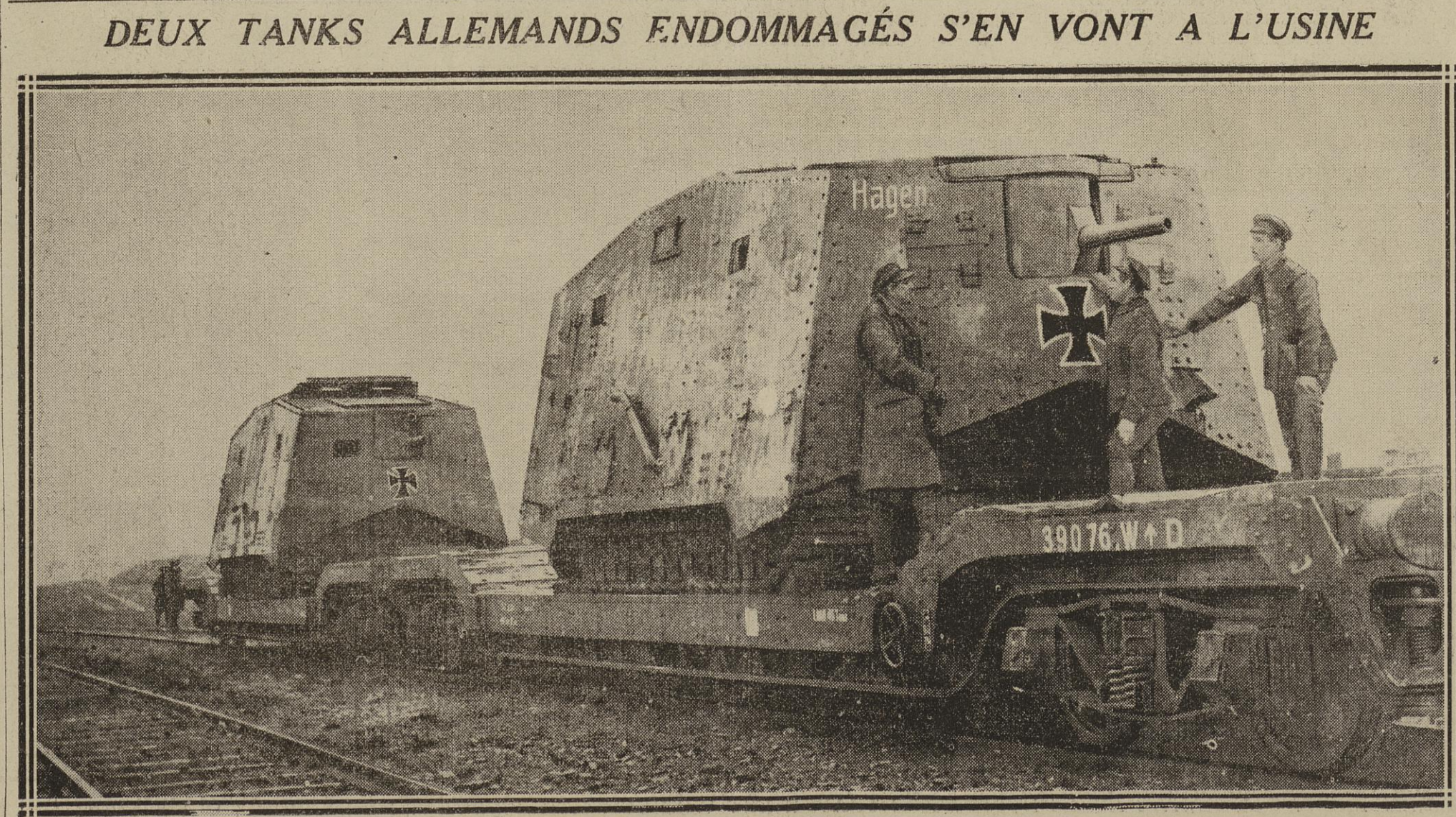
Sont nommés commandeurs dans l'ordre national de la Légion d'honneur : la Cour de cassation ; Gervais de Rouville, président de section au Conseil d'Etat ; Faicain, président de chambre à la Cour de cassation.

Sont promus officiers :

MM. Henri-Robert, bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris ; Busson-Billault, ancien bâtonnier ; Charreyre, Eugène Leroux, conseillers d'Etat ; Goudet, directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la Justice ; Courtin, Bourdon, conseillers à la Cour de cassation ; Servin, président du tribunal de première instance de la Seine ; Poulhan, chef des secrétaires récepteurs à la Chambre des députés.

Sont nommés chevaliers :

MM. Dequenez, directeur du personnel et de la comptabilité au ministère de la Justice ; Maillon, chef-adjoint du cabinet du garde des Sceaux ; Thomas, président de chambre à la Cour d'appel de Paris ; de Casabianca, avocat général près la Cour d'appel de Paris ; Walther, avocat général près la Cour d'appel de Paris ; du Puy, Rouyer, Tronquoy, Dujarrier, Chénier, conseillers à la Cour d'appel ; MM. Gail, Jaze, D'Inghelien au tribunal de la Seine ; Brossard, Debay, chefs de bureau au ministère de la Justice ; Gouton, juge de paix au 10^e arrondissement ; Rosenbaum, président de section du tribunal de commerce de la Seine ; Anjou, secrétaire de la section des travaux publics au Conseil d'Etat ; Giroud, greffier en chef de la Cour de cassation ; Gibou, ancien président de chambre des avocats près la Cour d'appel de Paris ; Raix, Signorini, Dacrenge, avocats à la Cour de Paris, et le docteur Depuy, chef des travaux de médecine légale à la Faculté de Paris.



LES DEUX MONSTRES, AU POUVOIR DES BRITANNIQUES, VONT ÊTRE REMIS EN BON ETAT

Malgré leur apparence robuste, les chars d'assaut ne sont pas invulnérables, et beaucoup de ceux qui, des mains de l'ennemi, passeront aux nôtres, au cours des dernières batailles, auront subi de graves avaries. Pour guérir les maladies et panser les blessures

de ces monstres d'acier, des ateliers spéciaux comprenant un personnel adéquat avaient été créés. Tombés au pouvoir des Anglais, les deux tanks allemands que l'on voit ici montés sur plates-formes vont être dirigés sur l'une de ces véritables usines ambulantes.

COMPTABILITÉ
PIGIER, Rue de Rivoli, 53

LES CONTES D'EXCELSIOR
L'HÉROÏQUE PROJET
PAR
JACQUES CÉSANNE

C'était dans la petite maison d'Auteuil où, sur la fin de ses jours, Molière aimait à traîner ses amis. Trente années, il avait fait le triple métier de régisseur de troupe, de comédien, d'auteur, et cet exténuant labeur l'avait usé jusqu'à la moelle. Maintenant il ne vivait plus que de lait, et le soir venu, quittait de bonne heure ses convives, laissant au poète Chapelain, buveur émérite et vif de profession, le soin de faire les honneurs de la table.

Cette nuit-là, en compagnie de Baron, de Jalabert et de quelques autres acteurs, Chapelain avait vidé les meilleures bouteilles de la cave, et, vers trois heures du matin, il discutait de perdre haleine :

— La vie, disait-il, quel leurre ! Quelle duplicité, quelle mystification... Rien ne serait plus goguenard, si rien n'était si triste... Notre enfance se passe entre les mains de magistres barbus, et nous ne les avons pas plutôt quittés, nous nous étourdissent les oreilles de notre établissement : il nous faut prendre femme, ce qui est bien la pire calamité...

Jalabert caressait la panse d'une bouteille. Il dit avec attendrissement :

— Je n'ai jamais entendu si bien causer ! Chapelain approuva, puis il poursuivit :

— Toutes les jouissances d'ici-bas sont éphémères, nous ne nous en rendons pas compte, nous les possédons... En sorte que ceux seuls bonheurs qui existent vraiment sont ceux que nous aurons eu la chance de ne pas connaître encore...

Jalabert embrassa Chapelain :

— Personne, personne au monde n'a jamais si bien causé ! Tu as mille fois raison : la vie est un pauvre partage !

— Eh bien, quittons-la, dit Chapelain, quittons-la de concert, pour ne pas séparer d'aussi bons amis que nous sommes. Et, puisque la rivière est si proche de la maison, allons nous noyer de compagnie.

L'idée parut si plaisante à Jalabert qu'il y souscrivit d'enthousiasme :

— Parbleu !

Et les autres de s'écrier :

— Nous ne pouvons mieux prendre notre temps pour mourir dans la joie !

Malgré les efforts de Baron, qui, seul, avait conservé quelque lucidité, ces messieurs descendirent sur la berge. Puis ils prirent une barque pour gagner le large et s'y noyèrent commodément.

Baron avait été chercher les gens de Molière, qui lui prêtèrent main forte, et l'on repêcha tant bien que mal nos égarés. Mais ceux-ci se montrèrent indignés qu'on se fût avisé de leur porter secours, et firent un tel vacarme que Molière parut à sa fenêtre. Il comprit de suite ce dont il s'agissait. Un fin sourire erra sur ses lèvres débauchées. Il demanda :

— Eh là ! Qu'y a-t-il donc, messieurs, et qu'est-ce que ces coquins vont ont fait ?

— Comment, s'écria Jalabert... Mais ces marmousets ont empêchés de nous noyer !

— Ce n'est pas possible...

— C'est, mon cher Molière, comme j'ai l'honneur de te le dire ! Écoute, nous avions formé un projet admirable...

Il assura son équilibre, et prit, malgré qu'il lui ruisselât d'eau, une pose avantageuse :

— Las des soucis et des joies de ce monde, nous avions décidé de passer dans l'autre. La rivière que vous nous offrait le plus sûr moyen d'arriver à nos fins. Et ces pendants viennent de nous en priver !

Molière s'indigna. Il dit à ses gens :

— Vous avez fait cela, bourgeois, sacrilèges, valets de comédie ? Têtebleu ! Disparaissent de ma présence, que je ne vous assume...

— Puis, se tournant vers ses amis :

— Quoi, messieurs ! Tenter une si glorieuse aventure sans penser à m'y convier ? Moi qui ai mis en vous mon attachement et ma confiance ? Sied-il à des amis d'agir de la sorte ?

Pénétrés de ces reproches, Jalabert se prit à pleurer, et Chapelain déclara :

— Il a parlé raison ! Viens, mon cher Molière, viens donc te noyer avec nous...

— A la bonne heure, répondit Molière. Messieurs, de ce pas, je descends vous rejoindre. Mais souffrez qu'à mon tour je vous fasse une proposition. Ce sera là, messieurs, la dernière action de notre vie. Il importe que nous n'en manquions point le mérite. Or, si nous allions nous noyer à cette heure un peu tardive, les censeurs auraient beau jeu ! On nous tendrait pour des désespérés ou pour des gens pris de boisson... Et je ne sache point que nous soyons l'un ou l'autre ?

— Certes ! clama le cœur des ivrognes.

— Eh bien, puisque nous avons le choix, du moment, ne négligeons pas celui qui nous fera le plus d'honneur ! Demain, après une bonne nuit, quand nous serons à jeun, bien frais et bien dispos, allons nous jeter à l'eau la tête la première...

Chapelain s'émerveilla :

— Ce Molière ! Il a cent fois plus d'esprit à lui seul que nous tous réunis... Remettons la partie à demain, et allons nous coucher ! Aussi bien, je tombe de sommeil ! Bonsoir, Molière...

— Bonsoir, messieurs !

Et l'un tenant l'autre, chacun s'en fut dormir...

Le lendemain, un beau soleil d'automne flamboyait à l'horizon... Les fumées du vin s'élevaient dissipées avec les ombres de la nuit. Ces messieurs se sentaient le jarret nerveux et le cœur léger. On les eût, certes, beaucoup étonnés si on leur avait rappelé leur héroïque projet de la veille.

Jacques CÉSANNE.

3 HEURES DU MATIN
DERNIÈRE HEURE
3 HEURES DU MATIN

LE TRAFIC EST RÉTABLI ENTRE LA ZONE ALLIÉE ET L'ALLEMAGNE

L'arrangement intervenu autorise l'échange du combustible et du matériel contre certaines matières premières.

Londres, 2 janvier. — On mande de Cologne, 29 décembre, au Times :

Le maréchal Foch a accordé, à la demande de la délégation allemande, la suspension de la prohibition des relations entre les territoires occupés et le reste de l'Allemagne.

Suivant l'arrangement intervenu, le gouvernement allemand fournira à la zone occupée le combustible et le matériel des usines, tandis que les Alliés ravitailleront l'intérieur de l'Allemagne en certaines matières premières, afin d'empêcher le chômage.

Le gouvernement militaire britannique de Cologne a annoncé que l'importation des vivres, des matières premières et de certains articles manufacturés provenant du reste de l'Allemagne dans la zone britannique sera permise à partir du 1^{er} janvier.

M. Clemenceau est d'accord avec le président Wilson sur la Société des Nations

Londres, 2 janvier. — On mande de New-York au Daily Telegraph :

L'opinion générale ici est que M. Clemenceau propose comme comité exécutif pour la Société des Nations une coalition capable, par suite de la force dont dispose la France, de faire respecter les principes de la paix politique commune, d'imposer à ceux qui seraient susceptibles de troubler la paix, c'est-à-dire, autrefois, un plan que le président Wilson favorisait.

Dans son adresse du 2 avril 1917, quand on demanda la reconnaissance de l'état de guerre, il dit :

« Nous, stable, ne pourrions jamais être obtenus par une entente entre les nations démocratiques. On ne doit pas accorder confiance aux nations non démocratiques ou partiellement démocratiques. »

Plus tard, le président paria en faveur de la substitution du concert des nations à l'équilibre des nations, c'est-à-dire de l'alliance des nations démocratiques s'engageant à maintenir la paix.

La Conférence de la paix se réunira le 13 janvier

Londres, 2 janvier. — La Pall Mall Gazette croit pouvoir annoncer que l'ouverture de la première partie de la Conférence de la paix, c'est-à-dire des séances qui ne réuniront que les délégués des États alliés, a été fixée au lundi 13 janvier, après assentiment de toutes les puissances intéressées.

Les délégués des Dominions

Londres, 2 janvier. — L'Evening News apprend que les Dominions britanniques d'outre-mer seront représentés à la Conférence de la paix par le général Botha, pour l'Afrique du Sud ; par M. Borden, pour le Canada, et par M. Hughes, pour l'Australie. A été fixé au lundi 13 janvier, après assentiment de toutes les puissances intéressées.

Les modifications du cabinet britannique

Londres, 2 janvier. — La session parlementaire qui devait commencer le 21 janvier a été ajournée au 4 février. On attribue cette décision au fait que M. Lloyd George et M. Bonard Law se trouveront à Paris le 21 janvier.

M. Lloyd George rentrera au pays de Galles, il présentera à ses collègues un projet de remaniement du ministère qui ne sera pas définitif. Le gouvernement subirait une seconde transformation et deviendrait un gouvernement des temps de paix après la signature du traité de paix.

Le même journal, dans un éditorial, rappelle au premier ministre que le cabinet impérial fondé par lui à la fin de 1916 ne devra pas disparaître au retour de la paix. Il insiste sur la nécessité de maintenir sous une forme ou sous une autre un organisme exécutif représentant tout l'empire britannique.

Le comité exécutif du Labour Party se réunit aujourd'hui et examinera probablement la question de la coopération du Labour Party avec le gouvernement.

Le Daily Chronicle ne croit pas que le comité exécutif revienne sur la décision prise l'autre jour par la conférence du Labour Party de ne plus participer au gouvernement.

Une insurrection bolchevik est réprimée à Omsk

On mande de Omsk, en date du 27 décembre, à l'agence télégraphique :

Dans la nuit du 22 décembre, les bolcheviks ont tenté une insurrection à Omsk. Ils ont réussi à libérer les détenus à la prison et à s'emparer de la station de chemin de fer de Koulomsino. L'insurrection a été immédiatement réprimée. Les coupables sont jugés et le calme régné.

Le général Janin et l'ambassadeur de France, M. Regnaud, sont partis pour Tcheliabinsk.

A un banquet d'officiers français et cosaques ont été prononcés des discours manifestant la joie des cosaques de voir enfin se réaliser les promesses de l'assistance des Alliés et indiquant la nécessité de continuer la pacification de la Russie pour achever l'œuvre de paix générale.

Un incendie cause 12 millions de dégâts

Londres, 2 janvier. — Un grand local situé dans l'East End, à Londres, qui a servi au cours de la guerre d'abri pendant les attaques aériennes, et qui peut contenir 25.000 personnes, a été détruit par un incendie.

Un vent violent attisait les flammes et quoique plus de deux cents pompiers combattissent le feu, ils ne réussissent pas à sauver les magasins adjacents, qui étaient déposés des grains et de nombreux approvisionnements.

On estime que les dégâts en ce qui concerne seulement les grains et les approvisionnements s'élèvent à un million de livres sterling. Les dégâts causés aux bâtiments sont évalués à un demi-million de livres sterling. Presque rien n'était assuré.

LA VIE A COBLENCE SOUS L'OCCUPATION DES AMÉRICAINS

Malgré certaines restrictions les populations n'ont pas connu la famine. Elles sont maintenant ravitaillées par l'armée.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

COBLENCE, 2 janvier. — De Mayence à Coblenz, la route emprunte la rive gauche du Rhin, dont elle suit tous les méandres. Aujourd'hui, la beauté sévère du paysage se trouve encore accrue par la mélancolie d'un ciel gris et bas, où les vieux bords, chantés par Victor Hugo, et les ruines des luttes épiques du passé ont l'air d'être tombées par une brume légère. Coblenz, qui s'étale au confluent du Rhin et de la Moselle, dans une situation très pittoresque, est devenue la tête de pont du secteur confié à la garde de l'armée américaine, garde vigilante et rigoureuse, rendant difficile l'accès de la ville.

Nos amis ont pu, à peu près, desserrer les chaînes du début de l'occupation ; ils s'efforcent de rendre moins rigoureux leur contact avec la population civile, afin de ne la point gêner. Ils ont tout d'abord renoncé au cantonnement et au billet de logement. Des hôtels ont été, pour cela, réquisitionnés, et c'est à l'autorité militaire que nous demandons la permission de séjourner. Celle-ci est accordée par la préfecture, car les papiers présentés sont en règle. Un récépissé permet la délivrance d'un bon de logement désignant l'hôtel assigné, et même le numéro de la chambre.

L'accès de certains hôtels et cafés se trouve rigoureusement interdit aux civils. En revanche, les militaires ne peuvent franchir le seuil des établissements affectés à la population.

Officiers et soldats ont ordre de réduire au strict minimum des exigences du service leurs relations avec les habitants. Arrivant ici, on est frappé du nombre d'officiers allemands circulant en uniforme dans les rues. Au café, dans les restaurants, dans les magasins, leur attitude est digne et hostile, et telle que les autorités américaines viennent de leur imposer le salut.

Une ordonnance de police interdit à certaines heures la vente des boissons fermentées. C'est ainsi, par exemple, que les restaurants ne peuvent servir ni vin, ni bière, à partir de 7 heures du soir et jusqu'à la fermeture, c'est-à-dire 9 h. 1/2.

En revanche, on ne semble pas ignorer les restrictions ; on ne réclame pas les tickets de pain. Le rationnement est volontaire et sans mépris, car les Allemands donnent la préférence aux pommes de terre bouillies, délicieuses et abondantes. Le pain local est d'ailleurs d'un aspect peu engageant ; mieux vaut ignorer quels mélanges ont été dans sa composition. Les menus sont copieux ; la volaille y figure plus fréquemment que la viande de boucherie ; le lard coule les yeux de la tête ; on échange facilement une tranche de lard ou quelques grammes de saindoux contre un beau poulet.

Le ravitaillement américain a permis aux habitants de se procurer certaines denrées devenues rarissimes depuis longtemps : café, chocolat, poivre, vendus encore à des tarifs prohibitifs. Le savon est en pierre, le caoutchouc introuvable, les chaussures restent très chères. Comme partout, on peut dire que, si les populations de ces riches provinces rhénanes ont été absentes de restrictions, elles n'ont supporté aucune privation sérieuse. On était loin encore de cette famine dont les Allemands jouaient assez volontiers, pour apitoyer le monde entier sur leur sort.

Les gamins que nous voyons autour de nous ne sont pas laids, ni malingres, ni haillards. Ils sont, au contraire, bien vivants et turbulents, ces enfants, qui sont maintenant familiarisés avec les uniformes des troupes alliées.

H. DUMONT.

Les dépenses de guerre des Etats-Unis

WASHINGTON, 2 janvier. — Le Département du Trésor évalue, pour l'année 1918, les dépenses de guerre de la nation à 90 milliards 800 millions de francs, sur lesquels environ 50 milliards de francs ont été dépensés par l'armée, 10 milliards par la marine, et 5 milliards pour les constructions maritimes, tandis que 20 milliards, en chiffres ronds, représentent le total des avances consenties aux Alliés au cours de l'année.

Au mois de décembre seul, les dépenses se seraient élevées à plus de 10 milliards 500 millions de francs, y compris 2 milliards 500 millions de francs avancés aux gouvernements alliés. D'après les chiffres fournis par le Trésor, les dépenses de guerre, non compris les avances aux Alliés, auraient été fournies par les contribuables pour un tiers en impôts et en espèces, et pour deux tiers par des emprunts de la Liberté.

Un accord commercial russo-finlandais

STOCKHOLM, 2 janvier. — Le bureau d'information de la Finlande commerciale et industrielle finlandaise et les représentants de la Finlande à Petrograd ont conclu un accord avec le gouvernement des Soviets pour l'échange de marchandises entre la Finlande et la Russie.

La Finlande exportera des combustibles et du papier, et importera des huiles, de la cire, des drogues, des peaux, des cuirs, etc.

M^{me} Poincaré en Alsace et en Lorraine

Mme Raymond Poincaré, comme elle l'avait promis, est partie, hier matin, à 7 h. 30, pour Metz d'abord, où elle passera la journée de samedi, et se rendra à Strasbourg, où elle arrivera samedi soir. Elle rentrera à Paris dans la journée de lundi.

Mme Raymond Poincaré, accompagnée par Mme Paul Dupuy et Mme de Launay, fondatrice de l'Œuvre de la poupée française, va présider, à Metz et à Strasbourg, à la distribution des arbres de Noël destinés aux enfants alsaciens et lorrains.

MM. de Nabeche et Arthur Meyer représenteront le Syndicat de la presse à ces deux cérémonies.

Il n'a pas fallu moins d'un wagon tout entier pour emporter les cinq mille kilos d'objets utiles qui vont faire, grâce aux donateurs de l'Œuvre de la poupée française, la joie et le bonheur des enfants de nos chères provinces retrouvées.

L'AUTRICHE ALLEMANDE REVENDIQUE LE DROIT DE FIXER SON SORT

L'office des Affaires étrangères a remis au corps diplomatique une note contenant les revendications nationales.

BALE, 2 janvier. — On mande de Vienne :

Le Fremdenblatt publie une note verbale remise le 25 décembre par l'office des Affaires étrangères au corps diplomatique à Vienne qui exprime le ferme espoir que l'existence, la liberté de l'Etat souverain indépendant de l'Autriche allemande seront reconnues par le monde civilisé, en même temps que sa place lui sera assurée dans la Ligue des nations.

Afin de préparer la reprise des relations régulières, amicales et loyales entre les adversaires de l'ancienne monarchie austro-hongroise et la jeune république, l'office a en même temps un mémoire pour éclairer les gouvernements.

Le mémoire rappelle l'écroulement de l'Autriche-Hongrie, et la naissance de la République autrichienne. La République de l'Autriche allemande souhaite de vivre en paix et en amitié avec tous les autres Etats, d'être reconnue par eux comme un Etat indépendant.

Le traité de paix assura d'abord la liberté entière au peuple austro-allemand sur tout le territoire qu'il habite ; ce territoire comprend l'Autriche intérieure, avec la Styrie allemande, le Tyrol allemand, la Carinthie allemande, les régions allemandes de la Bohême du Nord et les pays sud-est.

Toute tentative de soumettre les Autrichiens à d'autres peuples ne ferait que provoquer des discordes et des guerres nouvelles.

Le mémoire réclame un plébiscite, notamment pour les villes exclusivement ou presque exclusivement allemandes.

Le mémoire expose ensuite les raisons pour lesquelles l'Autriche allemande ne peut pas espérer faire partie de la Confédération du Danube, et déclare, qu'il ne faut pas à décider si elle veut ou non s'unir à l'Allemagne.

Le retour de l'Autriche allemande à l'Allemagne ne serait ni un accroissement pour celle-ci, ni un trouble pour l'équilibre européen.

L'Autriche allemande doit décider de son sort et doit participer à la Conférence de la paix comme l'Etat souverain. C'est elle qui a à décider si elle veut ou non s'unir à l'Allemagne.

L'affaire des métaux

Accroissement général

On nous prie de publier la note suivante :

Il y a un an, des accusations violentes et sans fondement étaient portées contre deux contrôleurs au service de fabrication de la poudre, M. Maurice Roly, fils du graveur de « La Semeuse », membre de l'Institut, aujourd'hui décédé, et graveur lui-même ; M. l'adjoint Bertin, industriel, ainsi que contre Mlle Berlandina, nièce d'un industriel connu, et M. Beauray.

Ils étaient inculpés à faux de détournements de métaux au préjudice de l'armée et de la marine, et de la fabrication de la poudre, au contraire, la plus scrupuleuse probité administrative de ces contrôleurs.

Quant à M. Beauray, il était l'objet d'une ordonnance de non-lieu avant que l'affaire ne soit jugée. Il ne restait plus au premier conseil de guerre qu'à se prononcer sur l'inculpation de la hausse illicite de la vente des fûts et des métaux au-dessus des cours.

Les dépositions des témoins industriels et le rapport de M. l'expert comptable Prost, commis par la justice militaire, prouvent qu'il n'y avait eu aucune infraction, que les inculpés vendaient au cours réels et même au-dessous, ne réalisant qu'un bénéfice moyen de 7 0/0, et qu'aucun délit de ce genre n'avait existé.

Aux audiences, le premier conseil de guerre rendit-il un acquittement général, innocentant pleinement Mlle Berlandina et M. Roly et Bertin.

Cette affaire était défendue par d'éloquents et techniques plaidoiries de M. le bâtonnier Henri-Robert, M. Bloch et M. Anraud.

Nous apprenons que M. le député Barthélemy a déposé une interpellation au sujet des faits relevés au cours des débats de l'affaire des métaux.

Il interpellera aussi le gouvernement sur la politique qu'il compte suivre pour empêcher le retour de pratiques de moindre effort économique et d'entente internationale préjudiciables à l'expansion économique de la France victorieuse.

NOUVELLES BRÈVES

On apprend de Nice que Mme Billot, femme de l'ancien ministre de France à Rome, a été égarée par un runaway, à Saint-Jean-Cap-Ferrat.

Le paquebot Lutetia, venant de Rotterdam, amène au port 2.993 rapatriés civils et 270 prisonniers de guerre.

Hier après midi un train de voyageurs venant de Doullens a déraillé un peu avant d'entrer en gare d'Amiens. Il y a plusieurs victimes.

Bourse de Paris du 2 janvier 1919

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			Fin. 1918	405 75	410
5 0/0 libéré...	88 30	88 35	Fin. 1919	212 1/2	215 25
4 0/0 libéré...	71 10	71 15	Fin. 1920	147 50	150
3 1/2 libéré...	61 55	62 15	Fin. 1921	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1922	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1923	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1924	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1925	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1926	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1927	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1928	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1929	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1930	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1931	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1932	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1933	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1934	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1935	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1936	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1937	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1938	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1939	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1940	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1941	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1942	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1943	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1944	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1945	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1946	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1947	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1948	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1949	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1950	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1951	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1952	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1953	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1954	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1955	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1956	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1957	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1958	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1959	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1960	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1961	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1962	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1963	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1964	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1965	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1966	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1967	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1968	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1969	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1970	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1971	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1972	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1973	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1974	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1975	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1976	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1977	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1978	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1979	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1980	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1981	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1982	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1983	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1984	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1985	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1986	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1987	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1988	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1989	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1990	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1991	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1992	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1993	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1994	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1995	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1996	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1997	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1998	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 1999	107 1/2	110
3 1/2 libéré...	58 75	59 15	Fin. 2000	107 1/2	110

MARCHÉ EN BANQUE

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
Fin. 1918	405 75	410
Fin. 1919	212 1/2	215 25
Fin. 1920	147 50	150
Fin. 1921	107 1/2	110
Fin. 1922	107 1/2	110
Fin. 1923	107 1/2	110
Fin. 1924	107 1/2	110
Fin. 1925	107 1/2	110
Fin. 1926	107 1/2	110
Fin. 1927	107 1/2	110
Fin. 1928	107 1/2	110
Fin. 1929	107 1/2	110
Fin. 1930	107 1/2	110
Fin. 1931	107 1/2	110
Fin. 1932	107 1/2	110
Fin. 1933	107 1/2	110
Fin. 1934	107 1/2	110
Fin. 1935	107 1/2	110
Fin. 1936	107 1/2	110
Fin. 1937	107 1/2	110
Fin. 1938	107 1/2	110
Fin. 1939	107 1/2	110
Fin. 194		

